Objectivité, vérité et assertabilité en histoire environnementale

Hakim Bourfouka et Nicolas Krautberger

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9650>
DOI : 10.4000/etudesrurales.9650
ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 5 juillet 2012
Pagination : 181-198

Référence électronique

Hakim Bourfouka et Nicolas Krautberger, « Objectivité, vérité et assertabilité en histoire
environnementale », *Études rurales* [En ligne], 189 | 2012, mis en ligne le 03 juillet 2014, consulté le 30
avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/9650> ; DOI : 10.4000/
etudesrurales.9650

À propos

OBJECTIVITÉ, VÉRITÉ ET ASSERTABILITÉ EN HISTOIRE ENVIRONNEMENTALE

Hakim Bourfouka et Nicolas Krautberger

Diana K. Davis, *Resurrecting the Granary of Rome. Environmental history and French colonial expansion in North Africa*. Athènes, Ohio Press, 2007.

L'histoire environnementale, c'est quand l'environnement accède au statut de personnage historique et se voit attribuer, par un historien, dans un livre d'histoire, une série d'événements datés et contextualisés le faisant entrer en interaction avec d'autres types de personnages historiques. Ce type d'histoire est à l'écologie politique ce que les millions de caractères d'un contrat d'assurance sont pour l'assuré : quelque chose d'ennuyeux et de rébarbatif qu'on ne lit jamais puisqu'on croit toujours plus ou moins savoir de quoi il s'agit : une mise en accusation plus ou moins explicite des méfaits historiques d'un capitalisme galopant. Il y a, entre l'histoire environnementale et l'écologie politique, une épaisseur épistémologique dont l'écrasement est aujourd'hui symptomatique d'un retour en arrière, à une époque où l'histoire n'avait pas encore réalisé « la conjonction des contradictions » dont parle Jacques Rancière [1992],

et où l'historien était contraint d'opter ou pour la science ou pour l'histoire.

Ce retour en arrière échappe malheureusement à la plupart des analyses historiographiques, et ce pour deux raisons. D'une part, il est convenu d'assimiler les progrès d'une discipline à sa capacité à investir de nouveaux territoires de recherche. Indice de vitalité qu'atteste la multiplication actuelle des publications, thèses et traductions de travaux d'histoire environnementale. D'autre part, les trente dernières années d'injonction interdisciplinaire dans les sciences humaines ont fini par convaincre qu'il était mal venu de porter une quelconque revendication disciplinaire. Tout terrain d'étude propice à l'inter-, à la trans- ou à la multidisciplinarité était signe de progrès. L'environnement a mené l'histoire à un de ces carrefours disciplinaires au milieu duquel l'historien ne peut plus se contenter, pour s'orienter, de ses chronologies, de ses analyses diplomatiques de sources et de ses dictionnaires biographiques. Meurtri par le retour de la vieille manivelle des *Annales* que les autres sciences sociales rêvaient depuis si longtemps de lui renvoyer, l'historien de l'environnement est enfin tenu de mener à bien le projet impulsé par ses aînés : faire entrer dans le récit d'histoire « le ciel et les eaux, les villages et les bois, toute la nature vivante » [Febvre 2009 : 11].

L'objet de cette contribution est délicat. Il s'agira de montrer pourquoi ces deux raisons que brandissent les promoteurs de l'histoire environnementale française ne sont pas bonnes, sans pour autant défendre une posture conservatrice anachronique et déplacée par rapport à nos positions et à nos dispositions. L'idée est

d'ouvrir un débat qui n'a pas encore eu lieu en France. Ces raisons ne sont pas bonnes en ce qu'elles constituent un véritable retour en arrière épistémologique. Nous expliquerons pourquoi. Elles ne sont pas bonnes non plus parce qu'elles masquent les véritables enjeux que peut représenter l'environnement pour la discipline historique. Nous expliquerons en quoi.

La démonstration s'appuiera sur la lecture croisée de textes touchant (ou pas) à l'histoire environnementale. L'objectif ici est de mettre à la disposition de chacun un outil qui permettra de prendre conscience des dangers qu'implique ce retour en arrière perceptible dans la plupart des publications d'histoire environnementale.

L'ouvrage dont on se servira pour armer la discussion n'a rien de paradigmatique¹. Il a été choisi pour trois raisons, qui méritent d'être explicitées. D'abord parce qu'il concerne une problématique rencontrant précisément nos intérêts scientifiques. Ensuite parce qu'il appartient à l'historiographie anglophone, qui laboure ce champ depuis plus de trois décennies et offre donc une méthode plus aboutie [White 1985] que celle que l'on trouve en France, où cette thématique ne date que d'une dizaine d'années². Enfin, après avoir reçu plusieurs récompenses outre-atlantique, cet ouvrage fait partie des rares travaux de l'*environmental history* à avoir été traduits en français, aux Éditions Champs Vallon, dans la nouvelle collection « L'environnement a une histoire »³. Trois raisons, donc, qui nous ont incités à retenir ce livre pour ouvrir le débat.

Resurrecting the Granary of Rome devrait bousculer les historiens français⁴. L'ouvrage

aborde un pan important de l'histoire française : la colonisation de l'Algérie depuis 1830. Du point de vue empirique, l'ouvrage porte sur la dimension impériale de l'environnementalisme ; il s'agit de la relecture critique d'une période par ailleurs largement traitée par l'historiographie [Nouschi 1961 ;

1. Diana K. Davis, *Resurrecting the Granary of Rome...*, 2007.

2. Les historiens français ont-ils toujours fait de l'histoire environnementale sans le dire ou sans le savoir, ou cette thématique est-elle une innovation récente au sein de cette discipline, comme ont pu l'être en leur temps l'histoire culturelle et l'histoire des sensibilités ? La réponse à cette question n'étant pas nécessaire à la compréhension de notre propos, nous renvoyons le lecteur aux différents articles d'histoire et d'histoire environnementale existants. Notons néanmoins que ces textes font souvent trop peu de place, dans l'explication du « retard français », à un facteur incontournable de la recherche en sciences sociales entre 1978 et 2003, à savoir les programmes « Environnement » du CNRS. Une étude manque cruellement, qui montrerait les trajectoires que les historiens intéressés par les environnements passés ont suivies, à travers ce moment de redéfinition structurelle de la recherche axé sur l'interdisciplinarité [Chouquer 2001 ; Massard-Guilbaud 2002 ; Locher et Quenet 2009 ; Ingold 2011].

3. L'analyse qui suit porte sur la version originale du livre de Diana Davis. Pour la traduction française, voir D. Davis [2012].

4. Bien que Diana Davis soit rémunérée en tant que professeure de géographie, sa démarche est purement historique. Cette remarque annule ainsi par avance toutes les stratégies d'évitement auxquelles recourent souvent géographes et politistes – en France tout du moins – lorsque, cherchant à tirer tout le parti symbolique de l'archive, ils refusent d'être soumis à une épistémologie disciplinaire pour des raisons d'ordre académique et sous couvert d'interdisciplinarité.

Julien 1964 ; Ageron 1968 et 1979]. Du point de vue théorique, l'ouvrage s'attache à démontrer la nature fondamentalement sociale des discours sur la dégradation environnementale ; il s'agit de la relecture inquiète de sources dont la véracité, ou, plus précisément, la nature fiduciaire [Ricoeur 2000 : 445-448], est remise en question dans le contexte particulier de la colonisation. Du point de vue narratif, l'ouvrage opte pour une intrigue « *declensionist* » afin de rendre compte de l'instrumentalisation politique de l'environnement qui s'est opérée au détriment des autochtones ; l'argumentation fait une large place aux sources dites « paléo-environnementales » pour étayer une démarche qui caractérise précisément l'histoire environnementale : le rétablissement objectif de la vérité, qui ne voit pas qu'il est aussi et surtout l'établissement d'une vérité par-dessus le champ des possibles qu'offre l'assertabilité d'une société, à un moment donné, en un lieu donné.

L'objectivation des « *environmental declensionist narratives* »

La thèse centrale du livre de Diana Davis est qu'à la suite de la conquête d'Alger en 1830, l'idéologie coloniale française aurait élaboré un discours dans lequel les Arabes – et plus précisément les Berbères – seraient les principaux responsables de la dégradation environnementale des territoires nord-africains depuis leur invasion au XI^e siècle.

Ces discours s'articulaient sur le rêve d'une Afrique du Nord romaine, fertile et giboyeuse (représentations), qui était ensuite

éprouvé par les conditions naturelles (observations). Cela conduisait à souligner le poids que les tribus nomades auraient fait peser sur ces territoires et sur l'héritage de la civilisation romaine, par leur mode de vie primitif, leurs techniques archaïques (culture sur brûlis) et le surpâturage.

À travers ces discours – *environmental declensionist narratives* (EDN) –, le pouvoir colonial se serait ainsi donné pour mission de sauver l'Afrique du Nord des autochtones destructeurs en restaurant la grandeur et la productivité romaines passées, actualisées dans une néo-Europe.

Le but précis de Diana Davis est l'objectivation des EDN. Son analyse révèle rapidement au lecteur que, derrière les tout premiers discours alarmistes de la fin du XIX^e siècle, se cachait en fait ce que l'auteure appelle ailleurs [2004] un projet d'éco-gouvernance. Ce projet visait le déplacement et le cantonnement des tribus, le contrôle étroit du nomadisme et la rationalisation administrative de l'accaparement des terres. Ces discours s'accompagnaient en effet toujours d'un ensemble de lois, de décrets et de règlements criminalisant les pratiques indigènes considérées comme dangereuses, et ce en réduisant brutalement le seuil de tolérance policière, notamment en matière de risques naturels, de gestion forestière et de pâturage. Ces politiques d'exception, qui mêlaient discours environnementaux et politiques environnementales, permettaient d'exproprier les populations locales au bénéfice de l'agriculture coloniale ; de s'approprier les ressources naturelles (bois, alfa, liège) ; de mettre en place un contrôle

social des territoires ; et de faire passer l'agriculture de la subsistance au surplus.

Le même modèle sera appliqué par la France en Tunisie (1881) puis au Maroc (1912). Différents projets coloniaux européens auraient aussi eu recours à ce discours pour légitimer leur entreprise d'expropriation et de dépossession des indigènes en s'emparant de ces espaces dits « vides » et/ou « dégradés » en vue de les restaurer dans leur état « originel » – état qui était, paradoxalement, toujours un état « à venir ».

Si Diana Davis centre son analyse sur les EDN, c'est pour mieux accéder au cœur du projet colonial où se nouèrent le régime foncier, l'exception juridique et les sciences impériales en pleine professionnalisation. En tant que constructions fallacieuses (*faulty, incorrect, exaggerated colonial assertions*), les EDN objectivés par l'auteure permettent de voir comment des disciplines aussi peu suspectes que la botanique, l'ornithologie et la phytosociologie offrirent au projet colonial une légitimité scientifique. Ce lien ténu entre les sciences naturalistes et la vision impériale d'une société disciplinaire ayant déjà été largement décrit pour l'Empire britannique [Griffiths et Robin eds. 1997], cet ouvrage étend salutairement l'analyse à la société impériale française⁵.

À partir de 1839, un collectif de vingt-et-un savants explora la colonie à travers tous les domaines possibles : de l'archéologie à la botanique en passant par la sylviculture, l'entomologie et la médecine. La Commission scientifique de l'Algérie publia ainsi, entre 1844 et 1867, les trente-neuf volumes consacrés aux *Explorations scientifiques de l'Algérie*.

Selon Diana Davis, c'est dans ces ouvrages, étayés par la collecte d'indices naturalistes sur la dégradation généralisée de l'Algérie, que les EDN ont pris forme. Savants, politiques et experts y feront régulièrement référence par la suite et tout au long du XX^e siècle : les pro-coloniaux, pour justifier le devoir républicain de restauration sociale par l'expropriation des indigènes ; les anticoloniaux, pour démontrer l'inanité du projet colonial, notamment du point de vue sanitaire (acclimatation). Cette somme discursive, dont le travail de collecte sur le terrain n'a duré que deux ans à peine, aurait ainsi institutionnalisé le *Granary of Rome* comme image poétique de l'Afrique du Nord, révélant en creux les pertes et autres destructions prétendument causées par les nomades à cet environnement idéal [Davis 2005]. C'est donc en dénombrant, listant et recensant l'existant que la dégradation environnementale surgit, comme une différence discursive entre l'utopie et le réel recensé.

Forces et faiblesses de l'*environmental history*

Dès lors, le travail de Diana Davis s'inscrit parfaitement dans la branche historiographique de l'histoire environnementale américaine. Cette vieille École semble connaître une nouvelle jeunesse à la faveur du renouveau d'une figure ancienne de l'historien : celle de Cassandre [Mouhot 2009 ; Chakrabarty 2010 ;

5. Comme avaient pu commencer à le faire Marie-Noëlle Bourguet et Christophe Bonneuil [1999] ainsi que Frédéric Thomas [2003].

McNeill 2010]⁶. Cependant on observe que, dans ces travaux, sans jamais disparaître, les exigences scientifiques sont en permanence susceptibles de céder le pas aux préoccupations politiques – écologiques, voire écologistes : pour reprendre les mots de Max Weber, l'éthique de conviction escamote souvent l'éthique de responsabilité scientifique⁷.

Mais est-il satisfaisant de limiter la nouveauté de l'histoire environnementale à cette opportunité « verte » du « servir enfin à quelque chose » ? Rares sont les historiens à avoir observé ce que l'environnement fait à l'épistémologie de l'histoire. La tâche a été laissée à ceux par qui le mal est arrivé : les Anglo-Saxons. Et ceux qui s'y sont attelés n'ont pas été les moins réceptifs aux thèses d'Hayden White⁸. Ce système effondré [Chartier 1998], l'inertie et les forces hétérodoxes de gravité ont laissé aisément pénétrer l'envers de la textualisation du monde – les faits, leur positivité, leur matérialité – jusqu'au cœur vierge et fécond du champ de l'histoire le moins social au premier abord.

Ce tournant peut s'illustrer par un article intitulé « A place for stories : nature, history and narrative » publié en 1992 par William Cronon [1992]. Dans ce texte, cet auteur compare les récits que deux historiens, Paul Bonnifield [1979] et Donald Worster [1977], ont fait du Dust Bowl dans leurs ouvrages respectifs. Dans la mémoire américaine, le Dust Bowl est l'archétype de la catastrophe écologique : pendant toute la décennie qui suivit la crise de 1929, la région des Grandes Plaines, véritable poumon agricole, fut ravagée par la sécheresse et par de terribles tempêtes de poussière. Ce qui jeta des milliers

de fermiers sur les routes, en direction de l'ouest et de la Californie. Quelle interprétation faire de cet événement crucial dans la mise en œuvre du New Deal ? S'agit-il d'une catastrophe essentiellement naturelle, comme le suggérait Bonnifield, ou faut-il y voir les conséquences de choix majoritairement culturels, comme le laissait penser Worster ? Plutôt que de prendre position, Cronon se proposa de faire un sort épistémologique à la question postmoderne en vogue dans les années 1990 :

Comment deux auteurs compétents, observant les mêmes matériaux issus d'un même passé, peuvent-ils parvenir à des conclusions aussi divergentes ? [1992 : 1 348 ; notre traduction]

6. « L'École tragique » [Worster 1977], telle que l'a nommée l'historiographie, a précisément inauguré un nouveau type de récit historique permettant de relayer scientifiquement le discours de la dégradation environnementale propre aux sociétés occidentales depuis l'époque moderne. Voir Richard H. Grove [1995]. Voir aussi Fabien Locher et Grégory Quenet [2009].

7. À cet égard, le texte de Dipesh Chakrabarty [2010], récemment critiqué [Vincent 2012], est archétypique. L'auteur inscrit son raisonnement, ses preuves empiriques et ses thèses dans un credo pur et simple : « N'étant pas moi-même un scientifique, je prends pour hypothèse [il voulait certainement parler de "prémisse"] que la science du changement climatique est pour l'essentiel fondée. » [Chakrabarty 2010 : 23] Pour mémoire, relire Max Weber [1963].

8. Voir le numéro de *Journal of American History* de mars 1990 entièrement consacré à la définition de l'histoire environnementale et qui révèle, selon Fabien Locher et Grégory Quenet [2009], les limites du consensus théorique qui avait prévalu jusque-là parmi les historiens environnementalistes américains.

Et, plus précisément encore, comment la mise en récit d'une même série d'événements mobilisant un même groupe d'acteurs peut-elle donner lieu à une infinité d'intrigues différentes ?

À partir d'une lecture attentive de l'historiographie des Grandes Plaines, William Cronon distingua deux intrigues principales organisant les historiens en deux groupes opposés selon leur acception du progrès : ceux qui optaient pour une *ascending plot line* pour rendre compte des réalisations des sociétés humaines dans ces espaces inhospitaliers et ingrats, et dont le paysage métaphorique était un jardin ; et ceux qui choisissaient une *declensionist plot line* pour décrire les décennies de pillage, de saccage et de régression ayant conduit à un terrain vague [1992 : 1 352]. Ainsi, quelle que soit l'intrigue suivie par l'historien environnementaliste, l'histoire racontée aura toujours plus à voir avec les discours sur la nature qu'avec la nature elle-même : l'historien devient un *storyteller* qui doit pallier les inconvénients d'un récit toujours approximatif. En effet, pour Cronon, le récit naturalise l'artificiel, détermine le contingent, gomme les discontinuités, impose le silence ici et donne la parole là, bref, ne permet jamais de parler de tout, et encore moins de la réalité passée puisqu'il construit du sens par-dessus cette réalité :

Le récit est une façon typiquement humaine d'organiser la réalité [1992 : 1 367 ; notre traduction]⁹.

Un récit possède un début, un milieu et une fin, ainsi qu'une intrigue téléologique dont le choix dépend de la visée morale de

l'auteur puisqu'en tant que conteurs décidant de ne pas éclairer certaines zones d'ombre « nous [historiens] nous permettons de juger les conséquences des actions humaines » [Cronon 1992 : 1 370 ; notre traduction].

Mais convenir que l'histoire n'était qu'un plaidoyer partiel et partial pour imposer une vision parmi d'autres d'une réalité intangible revenait à donner raison au spectre post-moderniste pour lequel tout n'était que textes. Pour rester aussi intègre que possible devant cet « océan infini d'histoires, agité de tempêtes rhétoriques », Cronon [1992 : 1 371] suggéra à ses collègues d'embarquer dans un bathyscaphe à trois étages. Le temps devait faire le reste. Au premier étage, il était entendu qu'on ne pouvait contredire délibérément un fait avéré. Au deuxième étage, un écrit d'histoire n'étant pas une carte à l'échelle 1/1, les silences et les omissions faisaient partie du corps même de l'intrigue et devaient être organisés entre la nécessité narrative (on ne peut pas tout raconter) et l'oubli sacrilège (on ne doit pas omettre certaines choses). Si, bien sûr, ces deux conventions ne faisaient pas le poids face à la cathédrale linguistique d'Hayden White [Chartier 2008 : 108-125], au dernier étage du submersible Cronon s'appuyait sur un effet très particulier que l'environnement imprimait à l'histoire. En effet, cette thématique présentait l'avantage de confronter la labilité des représentations sociales multi-formes aux processus naturels incontournables (le temps de gestation humain a toujours été de neuf mois ; l'eau a toujours bouilli à 100° C

9. À noter que Cronon utilise indistinctement « *history* », « *story* » et « *narrative* ».

au niveau de la mer ; la durée d'une journée a toujours été de 24 heures sous nos latitudes...). S'il était très difficile de s'entendre sur la nature et la quantité des « faits sociaux avérés » en histoire, l'histoire environnementale, elle, pouvait recourir aux « faits naturels » pour multiplier les effets de réel propres à rendre toujours plus plausible ce nouveau type de récit historique. Comme « la nature coécrit nos histoires » [Cronon 1992 : 1 373], il devient dès lors possible d'imposer une limite aux jeux langagiers infinis – une limite qui n'aurait strictement rien à voir avec une quelconque convention sociale. Telle était la solution crononienne.

Ainsi, après ces années de prostration épistémologique dans le bathyscaphe de William Cronon, l'histoire environnementale qui touche aujourd'hui nos côtes scientifiques souffre de trois séquelles d'élocution. Premièrement, si elle est bien consciente qu'elle ne peut s'inscrire en dehors de cette lignée de « *storytellers* qui livrent toujours une vision de leur époque et de sa politique » [Cronon 1992 : 1 374], cette histoire ne se sait pas prisonnière du langage naturel, lequel fonctionne dans son propre espace logique [Passeron 1995]. Deuxièmement, de cette méconnaissance découle une acception spéciale de la preuve et de la vérité sans équivalent dans les autres champs de l'histoire qui n'ont pas autant qu'elle la rude tâche d'objectiver le monde écrouméral [Chouquer 2001]. L'évidence de la nature et des événements naturels pèse sur ses assertions, et jusque dans ses mots. Chargée de rendre compte des influences entre le social et le non-social, l'histoire environnementale est toujours insatisfaite des traductions médiocres auxquelles la condamne le

langage naturel. Troisièmement, pour pallier ses indécrottables approximations langagières, elle n'a qu'un seul souci : telle la pie fascinée par tout ce qui brille, elle est obsédée par tous les outils qui lui assureront une once de formalisme, un grain de réfutabilité ou une pincée d'objectivité en plus. L'histoire environnementale hait littéralement son accent, celui qui la renvoie aux gras labours des sciences historiques. Ce type d'histoire nous est donc livré avec un défaut structurel : il tend en permanence à se faire plus poppérien que son espace logique ne le lui permet [Passeron 1995].

Dénoncer les faux dénonciateurs

Par rapport à ce lourd héritage historiographique, Diana Davis adopte une position complexe : en tant qu'historienne environnementaliste, elle dénonce ce qui l'inquiète. Néanmoins elle ne dénonce pas un mode de vie passé non durable ou un choix de société à l'empreinte écologique incommensurable. Plus finement, elle dénonce les faux dénonciateurs coloniaux. Elle montre comment ces dénonciateurs passés ont instrumentalisé le récit de la dégradation environnementale au profit de la colonisation française¹⁰. Elle ne

10. Cette mise en abîme est propre à l'inquiétude que l'histoire environnementale éprouve devant toute trace écrite, qu'il s'agisse d'ouvrages rédigés par des pairs ou de sources administratives : toutes les intrigues, ascendantes comme déclinantes, peuvent être instrumentalisées. Comme on vient de le voir, seule une description de la réalité objective comme somme de faits (avérés et naturels) pourrait mettre un terme au glissement narratif qui gangrène la narration historique. Voir W. Cronon [1992 : 1 359].

renvoie donc pas directement des pratiques sociales à des référents non sociaux atemporels (les « faits naturels » de Cronon) : elle critique de manière acerbe cette pratique qui constitue pour elle la base de la domination, non seulement coloniale mais aussi scientifique, et c'est ce qui fait tout l'intérêt de son livre. Cependant, elle mène cette critique à l'intérieur d'un espace logique qui a fait les concessions nécessaires pour que le récit puisse bénéficier en dernière instance de l'invulnérabilité théorique du paradigme expérimental.

Dès le premier chapitre elle signale implicitement au lecteur que le récit qu'il va lire fera régulièrement des excursions hors de la société, en faisant intervenir dans l'argumentation des référents non sociaux. Ce chapitre est caractéristique des ouvrages d'histoire environnementale. Après ce préalable, libre aux auteurs de conduire leur démonstration dans le cadre constructionniste ou réaliste. Cependant la décharge épistémologique de rigueur est rarement exigée, et personne ne prend jamais le temps de décrire les effets que ce type de pratique induit sur l'épistémologie de l'histoire.

En vertu de quoi Diana Davis peut-elle affirmer la fausseté des EDN ? Grâce aux faits naturels qu'elle construit à l'aide de données paléoenvironnementales¹¹. Ce nouveau type de source lui permet de démontrer que ce discours environnemental à charge contre les autochtones était non seulement une construction sociale mais surtout un mensonge :

L'idée que le Maghreb ait pu approvisionner l'Empire romain en céréales est attestée par les sources historiques.

La croyance coloniale selon laquelle le Maghreb aurait produit significativement plus de blé durant la période romaine que par la suite n'est pas prouvée par les données disponibles actuellement [Davis 2007 : 4 ; notre traduction].

Les indices bio-physico-chimiques contredisent les archives. L'Afrique du Nord n'aurait jamais été la corne d'abondance de l'Empire romain. La dégradation environnementale ne serait en rien imputable aux tribus arabes mais serait le fait des colons, d'abord via l'armée¹² puis en raison d'une agriculture intensive inadaptée aux milieux arides¹³. La démonstration est pour le moins magistrale. Le seul effort épistémologique que le lecteur doit fournir est de considérer comme équivalents les discours politiques, les articles scientifiques, les circulaires administratives du XIX^e siècle et les taux de pollen relevés dans les tourbières et datés au carbone 14.

11. Ces données peuvent être envisagées comme la solution que l'histoire environnementale a trouvée pour pallier son double problème d'écriture : permettre à la nature de co-écrire ses histoires, comme le voulait Cronon ; et en même temps, travailler sur du matériel « dur », c'est-à-dire qui n'a pas besoin d'être critiqué pour être employé, mais doit juste être encadré par une fourchette de précision (différence entre l'archive et la *data*). Pour ce qui est de son histoire, Diana Davis recourt à la datation au carbone 14 de différents types de pollens fossilisés, retrouvés dans des prélèvements effectués un peu partout dans le Maghreb.

12. *Resurrecting the Granary of Rome...*, 2007, p. 33.

13. *Resurrecting the Granary of Rome...*, 2007, p. 168. Ce que Richard H. Grove avait démontré pour les économies de plantation dans les îles tropicales au XVIII^e siècle [1995].

Après quoi, le mode d'emploi est simple. En croisant les sources habituelles de l'historien – par contrat toujours « vraies » [Ricoeur 2000 : 445] mais toujours discontinues, partielles et partiales – avec les données paléoécologiques – continues, homogènes et objectives –, il devient possible d'infirmer un discours passé en lui attribuant une valeur vériditive par-dessus celle que lui conférerait jusque-là sa simple existence [Foucault 2008].

L'historien de l'environnement voit alors l'horizon tant espéré du paradigme expérimental lui tendre les bras : les discours deviennent falsifiables. Partant, Diana Davis est intouchable, et son histoire n'est quasiment plus critiquable. Juchée d'entrée de jeu sur le point fixe de la réalité objective, tout peut bien tourner autour d'elle – les discours des parlementaires coloniaux, les avis d'associations de colons, les opinions des journaux de droite ou les prescriptions des services forestiers algériens –, plus rien n'a de valeur pour soi, mais tout est ramené à une vérité en soi. À propos d'une situation historique passée, l'ouvrage de Diana Davis produit une série d'énoncés d'un type nouveau, où la vérité n'est plus le fruit d'un faisceau de pratiques sociales singulières. Ces énoncés s'appuient sur une opposition, qui peut être modélisée comme suit : tandis qu'entre 1881 et 1890, le docteur Paulin Trolard, président de la Ligue pour le reboisement de l'Algérie, soutenait, lors de chaque assemblée générale, l'idée que la colonie, comme les Romains en leur temps, allait périr des suites des dégradations causées par les tribus arabes à l'environnement, les indicateurs écologiques prouvent que le Sahara n'a jamais été boisé.

Ayant ainsi découvert la supercherie des EDN, l'auteure est tenue de prolonger son enquête tant que discursivité il y a. On découvre alors que même les plus novatrices des politiques d'action publique menées par les ONG et les institutions internationales au Maghreb et dans tous les pays décolonisés ancrent leurs prescriptions normatives dans ce terreau narratif vieux de plus d'un siècle et demi. La lutte contre l'érosion des sols, l'avancée des déserts et le déboisement, pour être régulièrement au principe des actions de protection environnementale internationales, n'en sont pas moins le pur produit des *declensionist narratives* coloniaux du XIX^e siècle, dont la principale caractéristique, en plus d'être des mensonges avérés au regard des données paléoenvironnementales, est d'ignorer superbement la voix des indigènes. Grâce à Diana Davis, on apprend que la désertification est l'archétype du concept environnemental qu'on continue d'imposer aujourd'hui encore selon une situation antérieure fantasmée faisant toujours fi du présent. De l'Occident colonisateur, puis postcolonisateur, vers un Orient précolonial :

La notion de désertification est en fait une construction coloniale, un concept sans fondement empirique, initié et propagé par des acteurs ayant une très faible compréhension du fonctionnement des écosystèmes arides [Davis 2007 : 171 ; notre traduction].

Les conséquences du *counternarrative* de Diana Davis

Le *counternarrative* que propose Diana Davis possède deux niveaux bien distincts. De loin,

ce type de récit semble suffisamment puissant pour faire fonctionner ensemble la preuve et l'interprétation – la science et le récit historique. Il donne le sentiment de dépasser le vieux dualisme dureté/souplesse des objets manipulés respectivement par le chimiste et l'historien. Mais est-ce vraiment le cas ? Dans un texte fort utile, Richard Rorty [1994] propose d'appeler « *text* » ce qui est fabriqué, et « *lump* » ce qui est trouvé. Un *text* est une chose énigmatique, dite ou écrite par un homme appartenant à une tribu primitive (Aristote, Ibn Khaldoun, Jules Ferry). Un *lump* est une chose qu'on peut soumettre à un praticien des sciences de la nature, tels une pièce d'or ou un os de dinosaure [Rorty 1994].

En soumettant *Resurrecting the Granary of Rome* à une analyse en termes de *texts* et de *lumps*, nous verrons en quoi la position de Diana Davis, aussi fine soit-elle, ne parvient pas à traiter discours et faits de manière équivalente, comme elle le laisse entendre.

Sur la base d'un certain corpus de sources historiques discursives (*texts*), Diana Davis (auteur n+2) reproche à Augustin Bernard [1906] (auteur n+1) de recourir aux écrits d'Hérodote, de Pline, de Strabon et d'Ibn Khaldoun (auteurs n) pour étayer l'hypothèse d'une Algérie verdoyante avant l'arrivée des Arabes au XI^e siècle. On peut alors se demander ce qui empêcherait d'imaginer un auteur n+3 qui viendrait reprocher à Diana Davis sa « *practice of selective quotation* »¹⁴ et son utilisation des écrits de n+1 pour étayer son hypothèse d'une Algérie depuis toujours aride. De même, on pourrait imaginer un auteur n+4, etc. En tout état de cause, rien ne justifie d'arrêter là l'objectivation radicale et

perpétuelle d'un discours par un autre. Mais Diana Davis y parvient tout de même. Pour ce faire, elle recourt plusieurs fois à une notion particulière : l'adéquation des représentations, qu'elle appelle « *the big picture* »¹⁵. Pour elle, les représentations de n+2 sont plus adéquates que les représentations de n+1, elles-mêmes plus adéquates que les représentations de n. Ainsi, par ce subterfuge, l'auteure ne tombe jamais dans le travers qui voudrait que les hommes de Néandertal – ou Jules Ferry – n'aient jamais pu dire d'énoncés qui soient vrais, comme le soutiennent les réalistes pur jus : il s'agirait seulement d'énoncés moins adéquats pour asserter sur le monde.

Mais quid de l'exactitude de ces représentations néandertaliennes ou coloniales ? Existe-t-il, pour tester leur véracité, un autre moyen que celui qui consiste à s'assurer d'être l'auteur le plus adéquat, c'est-à-dire le dernier à avoir parlé ?

Mise au pied du mur, Diana Davis ne répond pas tout de suite. Elle dépose au sol les *texts* des dénonciateurs passés, puis revient sur ses pas pour effectuer exactement le même chemin avec des *lumps*. S'appuyant sur les données paléoenvironnementales, sa démarche va consister à déduire la véracité des *texts* de leur adéquation avec les morceaux découverts (*lumps*).

Voici, à titre d'exemple, comment elle procède au mariage forcé de la science et de l'interprétation. Principal artisan de la création des Services forestiers marocains, Paul

14. *Resurrecting the Granary of Rome...*, 2007, p. 8.

15. *Resurrecting the Granary of Rome...*, 2007, p. 23.

Boudy appliqua au Protectorat les rigueurs policières et écologiques du Code forestier de ce pays, qu'il rédigea entièrement grâce à douze années d'expérience en Algérie et en Tunisie [1948]. Pour Diana Davis, les productions discursives de cet administrateur sont des EDN à l'état pur :

Il était intimement convaincu que le Maroc avait joui par le passé de vastes couverts forestiers, et que la prévention contre les usages locaux redonnerait au Protectorat tout le bénéfice de cette végétation dans le futur [2007 : 140 ; notre traduction].

Néanmoins, Paul Boudy ne s'est pas contenté de produire des *texts*. Sa carrière de fonctionnaire est indissociable de la professionnalisation d'une science, la phytogéographie, à savoir une géographie botanique dont les premiers champs d'expérimentation furent les frontières de l'Empire. En Afrique du Nord, l'entre-deux-guerres fut un moment d'intense compétition pour la définition des zones de végétation. La méthode scientifique élaborée entre autres par Boudy consistait à déduire des restes de la flore primitive d'une région ce qu'auraient été ses associations écologiques « normales » si l'on était parvenu à la soustraire aux dégradations liées aux pratiques agropastorales des indigènes. Dans un champ scientifique en cours d'institutionnalisation où s'affrontaient des points de vue antagonistes, on s'employait à représenter le Maghreb à l'aide de cartes de « végétation potentielle », et ce au sein du paradigme expérimental où tout fait ainsi construit pouvait être vérifié ou falsifié.

Évidemment, à moins d'adopter une posture postmoderniste peu rentable de nos jours, Diana Davis ne pouvait pas traiter comme des *texts* l'ensemble des cartes et des faits contenus dans l'ouvrage majeur de Paul Boudy [1948]. Il s'agissait en effet, selon notre définition de départ, de morceaux ou *lumps*. Et c'est en vertu de cette seconde nature qu'elle peut réfuter Boudy. En cherchant à donner à voir à ses contemporains une représentation objective et scientifique de la réalité environnementale du Maghreb au XIX^e siècle, Paul Boudy a naturellement rendu ses thèses vulnérables vis-à-vis de quiconque se placerait dans le même paradigme pour lui opposer des preuves contraires – tout comme Ptolémée fut réfuté par Copernic, Euclide par Gauss et Lamarck par Darwin. La question de l'adéquation est résolue techniquement, comme souvent dans les sciences de la nature : la datation au carbone 14 est aujourd'hui l'outil le plus adéquat pour asserter sur l'environnement de l'Afrique du Nord au XIX^e siècle. Diana Davis peut donc falsifier les cartes de végétation potentielle de Boudy tout comme les calculs selon lesquels ces territoires auraient perdu entre 50 et 85 % de leurs forêts au cours des deux derniers siècles. Pour finir, elle indexe toutes les productions discursives de Boudy aux faits naturels qu'elles encadrent dans ses ouvrages de phytogéographie, afin de les invalider par déduction : si les *lumps* sont faux, les *texts* le sont aussi.

Toutefois, ce *counternarrative* ne réduit en rien le dualisme de départ : là où Diana Davis nous décrit comment tel ou tel fait phytogéographique a dû se construire socialement

pour devenir scientifique, elle soustrait arbitrairement du processus d'objectivation les « *physical evidences* »¹⁶ sur lesquelles repose son propre raisonnement. Le cheminement de l'auteure entre réalisme et constructionnisme est perpétuellement menacé par la tentation du point de vue de Dieu [Putnam 1984], qui demande de sortir par effraction de notre langage et de nos croyances pour les mesurer à quelque chose que l'on puisse connaître sans faire appel à eux – dans le cas présent, ces choses sont les indices non linguistiques qui mesurent des taux relatifs de pollen ou de carbone 14. Ainsi devient-il possible de décider que telle configuration d'indices paléo-environnementaux est le portrait-robot d'un écosystème semi-aride par exemple, tandis que telle autre atteste la présence passée d'une forêt de telle ou telle essence. Toutes les représentations sociales de ces configurations et tous les discours à leur propos peuvent ensuite être confirmés ou infirmés.

Face au problème de la signification dans les sciences historiques, l'histoire environnementale de Diana Davis offre en fait une marche à suivre pour transformer par compactage des *texts* en *lumps*¹⁷. Ainsi, en cherchant à tout prix à soigner les plaies laissées dans le social par plus d'un siècle de discours et de représentations coloniales, elle tente, tout comme un grand nombre de ses coreligionnaires¹⁸, de ne plus raconter d'histoires du tout, en coulant la suggestivité des récits dans le béton d'une réalité objective retrouvée par-delà les sources écrites, subjectives et mensongères¹⁹.

*

* *

Au fond, l'histoire environnementale qui s'installe peu à peu en France ne pose pas une question très différente de celle à laquelle les *Annales* ont tenté de répondre tout au long du XX^e siècle : l'histoire est-elle science ou chronique ? Pour Jacques Rancière, l'histoire est une série d'événements qui affectent des sujets généralement désignés par des noms propres [1992 : 7]. Il s'agit avant tout du récit d'événements dont on ne peut jamais être sûrs de la réalité. La bonne vieille chronique avait pour elle des textes et des protocoles d'analyse qui garantissaient un certain degré de certitude aux événements majeurs qui arrivaient à des personnages illustres : des batailles à des rois. La science historique, qui prône une collaboration plus poussée avec les autres sciences sociales (la géographie, la statistique, la démographie) a vu sa tâche se compliquer : on a délaissé les rois pour les asses anonymes, les grandes dates pour la longue durée. Comme le fait remarquer Jacques Rancière, pour se démarquer de la chronique la science historique « ne devait plus être une histoire et elle devait encore en être une » [1992 : 12]. Concernant ce paradoxe, plusieurs réponses ont été apportées par les historiens. Rancière insiste sur « la conjonction des contradictions » que les historiens des *Annales* ont su opérer

16. *Resurrecting the Granary of Rome...*, 2007, pp. 8-9.

17. Pour approfondir cette question, voir R. Rorty [1994].

18. Voir entre autres James Fairhead et Melissa Leach [1996, 1998 et 2003] ; James McCann [1999] ; Nancy Lee Peluso et Michael Watts [2001] ; Thomas J. Bassett et Donald Crummey eds. [2003] ; Christian Kull [2004].

19. *Resurrecting the Granary of Rome...*, 2007, p. 12.

au cœur de la langue pour marier science et récit. Mais cette solution reste peu accessible pour le commun des historiens intéressés par l'environnement.

Or, l'histoire environnementale de Diana Davis offre le grand avantage de choisir un camp : celui de la certitude scientifique. À la succession des événements, aux hasards du social, à l'insignifiance des multiples actes réalisés par les masses, Diana Davis substitue les faits, « ceux qui ne s'attribuent plus à aucun sujet particulier mais s'observent dans leur répétition, se laissent classer selon leurs propriétés et mettre en corrélation avec d'autres faits du même genre ou d'autres genres de faits » [Rancière 1992 : 12]. Ce qui n'aurait rien de mal en soi si l'historien ne s'intéressait pas au social et si les mots de l'histoire n'étaient pas des noms. Or, la matière brute de l'historien est bien le social, et ce social n'est constitué que par l'écart qui sépare inexorablement les mots et les choses, les nominations et les classifications. Le *modus vivendi* que Lucien Febvre appelait la vie jaillit de ce décalage indéterminé entre les mots et les choses :

Il y a histoire précisément parce qu'aucun législateur primitif n'a mis les mots en harmonie avec les choses [Rancière 1992 : 75].

C'est sur la façon de gérer ce décalage qu'achoppe l'histoire environnementale. C'est cet écart que son mode d'administration de la preuve semble vouloir réduire, comprimer, effacer. Et c'est paradoxalement de cette réduction que l'histoire environnementale tire tout son prestige auprès des autres disciplines

historiques et peut espérer se rendre utile à l'écologie politique notamment.

Un des obstacles épistémologiques que Diana Davis ne prend pas le temps d'étudier suffisamment est la question de savoir s'il y a une différence entre assertabilité et vérité en histoire. Le mot « vérité » désigne-t-il, ou non, une relation entre le langage et le monde ? L'idée selon laquelle la vérité serait la correspondance parfaite avec la réalité pose problème à plusieurs titres : les énoncés vrais ne peuvent pas tous être vérifiés de façon empirique. En outre, tout énoncé vrai est formulé dans un langage dont on a aucun moyen de savoir s'il correspond lui-même à la réalité. Parce qu'elle ne se donne jamais les moyens de penser ce problème, l'histoire environnementale considère le langage comme « un coussin entre nous et le monde » [Rorty 1994 : 86] et soutient qu'il existe des items non linguistiques (faits avérés, faits naturels) qui peuvent être représentés par des items linguistiques employés avec justesse. Cette posture est facilitée par ce terrain particulier : la nature, comme pan le moins social du social. De ce côté de la barrière, on se morfond évidemment d'observer combien les communautés sont capables d'inventivité et de diversité dans leurs jeux de langage pour répondre aux pressions que la réalité écoulénale exerce sur elles.

On est à présent en droit de poser une question simple à Diana Davis : à quoi sert-il de trancher qui de Ibn Khaldoun, du gouverneur de Chanzy, de Jules Ferry, des chefs indigènes, de Paul Boudy ou d'elle dit la vérité ? Pour quelles raisons veut-on déterminer quelle histoire particulière de la réalité

environnementale de l'Algérie est la plus adéquate ?

Cet article postule que tous ont eu raison et que tous ont toujours été sincères dans leurs assertions : c'est le premier mouvement qu'implique le pacte fiduciaire qui unit l'historien aux témoins du passé. Reste à déterminer si ces différentes pratiques qui nous font, à nous comme à ces témoins, décrire l'environnement dans un langage ou dans un autre sont de nature à nous permettre de continuer à raconter des histoires qui pourront s'accorder avec toutes les autres histoires que nous souhaitons raconter. Certes, les experts coloniaux confisquèrent la parole aux indigènes pour imposer leur histoire de la dégradation. Diana Davis montre comment. Mais cette parole n'en a pas moins trouvé d'autres réseaux de diffusion. De nombreux historiens contemporains la poursuivent dans d'autres types de sources et d'archives pour la mettre, elle aussi, en récit. En revanche, c'est ce processus de production d'histoires que la méthode de Diana Davis met précisément en danger.

Parce que Diana Davis a prouvé que les EDN étaient faux, on ne peut plus rien penser de la société dans laquelle ils ont été produits et tenus pour vrais, mis à part le fait que cette société mentait ; on ne peut donc plus écouter ; on ne peut plus se laisser raconter d'autres histoires ; en somme, on ne peut plus faire notre métier. « Le vrai », pour les sciences historiques, n'est rien d'autre que « l'assertable », c'est-à-dire ce qui est en accord avec les règles sémantiques de la tribu qui les prononce. Notre métier d'historien consiste précisément à retrouver la grammaire générale

d'une époque précise afin de donner à voir et à entendre à nos contemporains le concert de ces voix du passé.

En clair, il convient de dire et de redire pourquoi les sciences historiques n'ont pas à redouter l'apparence de subjectivité qu'entraîne un style non théorique qui s'appuie sur des sources narratives. Le danger positiviste auquel l'histoire environnementale expose l'ensemble de la discipline n'a rien de nouveau, mais il est salutaire. Le fait que ce danger se présente à nouveau montre juste que l'épistémologie, telle qu'elle est pratiquée dans la profession, ne suffit pas.

Il reste à fabriquer et à s'approprier une machine dans laquelle l'épistémologie et l'enquête historique seraient enfin indissociables. Ainsi apparaîtrait-il comme une évidence que le mode de raisonnement propre à l'espace assertorique des sciences historiques repose sur l'exemplification. La profusion de singularités dont regorge leur matériel empirique, et l'impossibilité pour elles d'en rendre compte dans un langage protocolarisé, ne leur permettra jamais rien d'autre que d'indexer des cas à des idéaux-types wébériens. Ce n'est même pas que la falsification propre aux sciences nomologiques soit inaccessible à l'histoire : elle ne fait tout simplement pas partie de son espace logique [Passeron 1995].

À partir de cette prise de conscience il sera à nouveau possible d'envisager d'écrire des histoires où la connaissance ne serait plus la recherche d'une vision exacte du réel mais plutôt « l'acquisition d'habitudes d'action permettant d'affronter la réalité » [Rorty 1994 : 97].

Bibliographie

- Ageron, Charles-Robert** — 1968, *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)*. Paris, PUF, 2 vol. — 1979, *Histoire de l'Algérie contemporaine*. Tome II : *De l'insurrection de 1871 au déclenchement de la guerre de libération (1954)*. Paris, PUF.
- Bassett, Thomas J. et Donald Crummey eds.** — 2003, *African savannas. Global narratives and local knowledge of environmental change*. Oxford-Portsmouth, J. Currey-Heinemann.
- Bernard, Augustin** — 1906, *L'évolution du nomadisme en Algérie*. Alger, Adolphe Jourdan.
- Bonnifield, Paul** — 1979, *The Dust Bowl. Men, dirt, and depression*. Albuquerque, University of New Mexico Press.
- Boudy, Paul** — 1948, *Économie forestière nord-africaine : milieu physique et milieu humain*. Paris, Larose, 3 vol.
- Bourguet, Marie-Noëlle et Christophe Bonneuil** — 1999, « Présentation », in *De l'inventaire du globe à la « mise en valeur » du monde : botanique et colonisation (fin XVIII^e-début XX^e)* (*Revue française d'histoire d'outre-mer* 322-323/86) : 7-38.
- Chakrabarty, Dipesh** — 2010, « Le climat de l'histoire : quatre thèses », *Revue internationale des Livres et des Idées (RILI)*, n° 15 : 22-31.
- Chartier, Roger** — 1998, « Figures rhétoriques et représentations historiques », in *Au bord de la falaise. L'histoire entre certitudes et inquiétude*. Paris, Albin Michel : 108-125.
- Chouquer, Gérard** — 2001, « Nature, environnement et paysage au carrefour des théories », *Études rurales* 157-158 : 235-252.
- Cronon, William** — 1992, « A place for stories : nature, history and narrative », *Journal of American History* 78 (4) : 1 347-1 376.
- Davis, Diana K.** — 2004, « Eco-governance in French Algeria : environmental history, policy, and colonial administration », in *Proceedings of the Western Society for French History* 32 : 328-345. — 2005, « Potential forests : degradation narratives, science, and environmental policy in Protectorate Morocco, 1912-1956 », *Environmental History* 10 (2) : 211-238. — 2012, *Les mythes environnementaux de la colonisation française au Maghreb*. Seyssel, Champ Vallon.
- Fairhead, James et Melissa Leach** — 1996, *Misreading the African landscape. Society and ecology in a forest-savanna mosaic*. Cambridge, Cambridge University Press. — 1998, *Reframing deforestation. Global analyses and local realities. Studies in West Africa*. London-New York, Routledge. — 2003, *Science, society and power : environmental knowledge and policy in West Africa and the Caribbean*. Cambridge-New York, Cambridge University Press.
- Febvre, Lucien** — 2009, « Combats pour l'histoire », in *Vivre l'histoire*. Paris, Bouquins.
- Foucault, Michel** — 2008, *L'archéologie du savoir*. Paris, Gallimard.
- Griffiths, Tom et Libby Robin eds.** — 1997, *Ecology and empire : the environmental history of settler societies*. Melbourne, Melbourne University Press.
- Grove, Richard H.** — 1995, *Green imperialism : colonial expansion, tropical island edens, and the origins of environmentalism, 1600-1860*. Cambridge, Cambridge University Press.
- Ingold, Alice** — 2011, « Écrire la nature. De l'histoire sociale à la question environnementale » *Annales* 66 (1) : 11-29.
- Julien, Charles-André** — 1964, *Histoire de l'Algérie contemporaine*. Tome I : *La Conquête et les débuts de la colonisation (1827-1871)*. Paris, PUF.
- Kull, Christian** — 2004, *Isle of fire : the political ecology of landscape burning in Madagascar*. Chicago, University of Chicago Press.
- Locher, Fabien et Grégory Quenet** — 2009, « L'histoire environnementale : origines, enjeux et perspectives d'un nouveau chantier », *Revue d'histoire moderne et contemporaine* 56 (4) : 7-38.
- Massard-Guilbaud, Geneviève** — 2002, « De la "part du milieu" à l'histoire de l'environnement », *Le mouvement social* 200 (3) : 64-72.
- McCann, James** — 1999, *Green land, Brown land, Black land : an environmental history of Africa, 1800-1990*. Oxford-Portsmouth, J. Currey-Heinemann.
- McNeill, John** — 2010, « La fin du monde est-elle vraiment pour demain ? », *RILI* 16 : 17-26.
- Mouhot, Jean-François** — 2009, « Du nouveau sous le soleil. Une histoire environnementale du XX^e siècle », *RILI* 11 : 4-10.

Nouschi, André — 1961, *Enquête sur le niveau de vie des populations rurales constantinoises, de la Conquête jusqu'en 1919. Essai d'histoire économique et sociale*. Paris, PUF.

Passeron, Jean-Claude — 1995, « L'espace mental de l'enquête. I: La transformation de l'information sur le monde dans les sciences sociales », *Enquête. Anthropologie, histoire, sociologie* n° 1. Consultable en ligne.

Peluso, Nancy L. et Michael Watts — 2001, *Violent environments*. New York, Cornell University Press.

Putnam, Hilary — 1984, *Raison, vérité et histoire*. Paris, Éditions de Minuit.

Rancière, Jacques — 1992, *Les noms de l'histoire. Essai de poétique du savoir*. Paris, Le Seuil.

Ricœur, Paul — 2000, *La mémoire, l'histoire et l'oubli*. Paris, Le Seuil.

Rorty, Richard — 1994, « Textes et morceaux », in *Objectivisme, relativisme et vérité*. Paris, PUF : 81-103.

Thomas, Frédéric — 2003, « La forêt mise à nu. Essai anthropologique sur la construction d'un objet scientifique tropical : "forêts et bois coloniaux d'Indochine" ». Thèse d'histoire, EHESS.

Vincent, Julien — 2012, « Le climat de l'histoire et l'histoire du climat », *RdL* 3 : 28-35.

Weber, Max — 1963, *Le savant et le politique*. Paris, « 10/18 ».

White, Richard — 1985, « American environmental history : the development of a new historical field », *Pacific Historical Review* 54 (3) : 297-335.

Worster, Donald — 1977, *Nature's economy : a history of ecological ideas*. New York, Cambridge University Press.